

**ROYAUME DU MAROC
REGION FES- MEKNES**



L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° :

61/RFM/2018

DU 02/10/2018 A 10H30

RELATIF

A

**ORGANISATION DU SALON REGIONAL DE L'ECONOMIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE
Région Fès- Meknès**

REGLEMENT DE CONSULTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'article 9 et l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Table des matières

Table des matières	2
ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 02 : ATTRIBUTION DES LOTS :	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 06 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 07 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS	4
ARTICLE 08 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANTS LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.....	5
ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE	6
ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS.....	9
ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES	9
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	13
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.	13
ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	13
ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES	13

ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Organisation du salon régional de l'économie sociale et solidaire- Région Fès Meknès**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° n°2-12-349 précité. Toutes dispositions contraires au décret n° 2-12-349 précité sont nulles et non avenues. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 02 : ATTRIBUTION DES LOTS :

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **Le Conseil Régional de FES -MEKNES.**

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N° 2-12-349 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 05 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents et publiées sur le portail des marchés publics.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité, et ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret du 20 mars 2013. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum des 10 jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 3 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret du 20 mars 2013 doit être respecté.

ARTICLE 06 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de service Marché au 1er étage des bureaux de l'annexe du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès, dès la parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévu à l'article 20 du décret 02-12-349 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

NB : dans un éventuel changement ou modification des pièces constitutives de l'appel d'offres notamment le bordereau des prix, consulter constamment le portail des marchés publics ou votre boîte e-mail.

ARTICLE 07 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis **au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès.**

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10ème et le 7ème jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et communiqué aux membres de la commission.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

ARTICLE 08 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1-Seules peuvent participer au présent appel d'offres et être attributaires du marché les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière.
- Sont affiliées à la caisse nationale de sécurité sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de cet organisme.

2-Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcées dans les conditions fixées par l'art. 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.

- Les personnes physiques ou morales suivant les dispositions de l'article 68 de la loi organique relative aux Régions 111-14;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation du marché objet du présent règlement de consultation.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANTS LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1 - Un dossier Administratif comprenant :

- ***Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :***
 - a) La déclaration sur l'honneur en un seul exemplaire comprenant les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 ;
 - b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire
 - c) Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'art 157 du décret 2-12-349 du 20-3-2013
- ***Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :***
 - a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'art 24 du décret précité.

- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'Original délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière envers cet organisme.
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e) Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2 - Un dossier Technique comprenant

Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privée ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations dans le domaine d'organisation des foires commerciales chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Les concurrents doivent présenter au moins deux (2) Attestations similaires dont le montant est supérieure ou égale à deux million de dirhams (2.000.000,00) dhs TTC;

ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

- a) Une note descriptive de l'équipe affectée au projet y compris Cadre, technicien, ouvriers permanents et ouvriers occasionnels. Cette note doit obligatoirement comporter une liste des cv signés par le concurrent et la personne concernée pour les trois catégories de salariés cités ci-dessus.

Chaque concurrent **doit obligatoirement désigner le chef du projet**, au niveau de la note descriptive, qui va assurer par la suite le bon déroulement du projet et le rétablissement de toute anomalie suggérée par le maître d'ouvrage. Le concurrent va être évalué selon l'expérience du chef de projet qui doit être obligatoirement justifiée par des attestations homologuées, dans le cas contraire une note de 0 sera accordée au concurrent dans la notation de ce critère.

- b) Des maquettes 2D et 3D en couleurs sur papier et support numérique, dont le concurrent doit positionner les différentes composantes du salon en respectant les règles de l'art, et les normes de sécurité en vigueur.

La conception doit prendre en considération le positionnement, en respectant les superficies accordées à chaque composante, de :

- Espace institutionnel et média
- Espace d'exposition (homogénéité des stands par type des produits exposés) en distinguant le pôle national et le type de produit et le pôle international (le maître d'ouvrage va inviter 2 coopératives étrangères), la signalétique suspendue est une obligation non réversible
- Espace d'animation

- Deux stands à l'extérieur du chapiteau pour la sécurité « l'un destiné aux agents de la sûreté nationale et l'autre pour la protection civile)
 - Espace de prière séparé (femme et homme)
 - Les sanitaires
 - Espace de restauration excentré vers l'arrière du chapiteau
 - Espace formation
 - 4 sorties de secours
- c) Un planning bien détaillé contenant quatre axes principaux :
- Programme de la réalisation des prestations y compris le temps accordé au nettoyage avant montage, le montage, la finition des différentes composantes du salon, le démontage et remise en Etat propre le milieu d'implantation du projet.
 - Le timing journalier de déroulement des différentes activités (animation, formation, transport des exposant de l'hôtel vers le salon) ainsi que les dispositifs d'assistance et de gouvernance du marché.
 - Le menu de restauration bien détaillé et que le prestataire s'engagera de le réaliser après approbation du maitre d'ouvrage
 - Le programme d'animation en spécifiant le groupe folklorique accordé à chaque jour de cette manifestation en soulignant le temps de commencement et de la fin de chaque groupe.
- d) Le concurrent est tenu de présenter un exposé lors de la séance d'ouverture de plis, par le biais duquel il va expliquer en détail sa proposition en matière de conception de l'ensemble des composantes du salon, et ce conformément aux plans établis par lui-même.
- e) L'ensemble des documents de l'offre technique doivent faire l'objet de proposition se rapportant à la charte graphique d'événement et d'une piste créative du support de communication d'événement, y compris, Choix de la typographie, des modes de mise en page, L'élaboration des maquettes institutionnelles, Programme, Banderole, Flyers, Badges, Attestation de participation, dossier de presse, catalogue. Ainsi que des propositions concernant les supports de signalétique et d'orientation du SIT.

N.B

Le prestataire s'engagera de remettre au maitre d'ouvrage tous les fichiers sources qui a établi en relation avec le salon y compris photos, flyers, vidéos

ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché. Cet acte rempli est signé et cacheté par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.
- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché

- b)** Le bordereau des prix-détail estimatif, pièce du présent dossier d'appel d'offres complété quant aux prix unitaires et aux produits de ces prix unitaires par les quantités correspondantes, paraphé et cacheté à chaque page et signé en dernière page.
- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
 - Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- a. Le dossier administratif précité (Cf. article 10-1 ci-dessus) ;
- b. Le dossier technique précité (Cf. article 10-2 ci-dessus) ;
- c. L'offre technique (Cf. article 11 ci-dessus) ;
- d. L'offre financière (Cf. article 12 ci-dessus).

2- PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- ✓ Le nom et l'adresse du concurrent ;
- ✓ L'objet du marché ;
- ✓ La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- ✓ L'avertissement que le pli ne doit être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

Ce pli contient **trois enveloppes** distinctes comprenant pour chacune :

a. **LA PREMIERE ENVELOPPE**

Cette enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales et le présent règlement de consultations signés et paraphés par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE » ;

b. **LA DEUXIEME ENVELOPPE :**

Cette enveloppe contient l'offre technique du soumissionnaire, cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, la mention « OFFRE TECHNIQUE ».

c. **LA TROISIEME ENVELOPPE :**

Cette enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « OFFRE FINANCIERE ».

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, au bureau du Service des Marchés de la Région Fès – Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévue à l'article 19 du décret, Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur les plis remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité.

Les concurrents ayant retirés leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'Article 31 du décret précité.

ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La séance d'ouverture des plis se tient à la salle de réunion (3^{ème} étage) des bureaux de l'**annexe** du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à **N° 7 Avenue OUBEIDA Ibn Jarah Fès**, le jour et l'heure précisés dans l'avis de l'appel d'offre.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 38,39 et 40 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

Après vérification des pièces exigés dans les dossiers administratif et technique et de l'offre technique, la procédure de jugement des offres des concurrents s'établit successivement suivant les phases ci-après :

Première phase : L'analyse des offres techniques

L'examen des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques.

Une note (Nt) sur 100 sera attribuée à chaque prestataire et sera calculée selon les critères suivants :

Critère 1 : pertinence et qualité de l'approche proposée : planning + conception en interne et externe + la charte graphique (notée sur 40 points) :

Le critère C.1 examine l'adéquation de la méthodologie proposée par le concurrent et les termes de référence à travers l'appréciation de la compréhension du contexte et des tâches à réaliser, de la pertinence et le degré de développement de l'approche proposée pour l'ensemble des prestations. (Pièce "b, c, d et e" de l'offre technique). Ce critère sera ventilé selon les deux sous critères suivants :

► C1.1 : Pertinence et qualité de l'approche proposée : Planning (10 points)

Inacceptable	Incohérente ou non conforme aux termes de référence du CPS ou omission d'un élément essentiel qui touche à la substance des termes de référence (mauvaise compréhension)	0
Insuffisante	Retrace seulement les orientations du CPS ou reprise des termes de référence sans détailler la consistance (Réflexion limitée)	de 1 à 4
Satisfaisante	Retrace les orientations du CPS en détaillant la consistance avec compréhension de l'ensemble des missions (Réflexion développée)	de 5 à 7
Bonne	Conforme aux termes du CPS, détaillant la consistance avec bonne compréhension de l'ensemble des missions et apportant une valeur ajoutée par rapport aux spécifications du CPS (Enrichissement ou nouvelles propositions pertinentes)	de 8 à 10

► C1.2 : Pertinence et qualité de l'approche proposée : Présentation de la Conception « pièce » (20 points)

Inacceptable	Incohérente ou non claire ou présentant des lacunes significatives dans la gestion de l'espace pouvant affecter le bon déroulement du Marché ou bien incohérence entre les plans établis et la présentation	0
Insuffisante	Adaptée au contexte du Marché, reprend seulement le déroulement de l'événement selon le CPS, sans aucun développement détaillé et précis de la conception proposée	de 6 à 10
Satisfaisante	Approprié, développant d'une manière détaillée la conception proposée, décrivant le planning détaillé des étapes de la mise en œuvre des dispositifs et outils d'installation et les mécanismes de gouvernance, organisation des travaux et des équipes du Marché	de 10 à 14
Bonne	Pertinente, développant d'une manière détaillée l'approche proposée, innovante et présentant des engagements clairs sur les rendus et/ou faisant preuve de souplesse lors de la réalisation et le déroulement de l'événement	de 14 à 20

► **C1.3 : Qualité de la charte graphique et les éléments de communication et publicité : (10 points)**

Inacceptable	Incohérente ou non conforme aux termes de référence du CPS ou omission d'un élément essentiel qui touche à la substance des termes de référence (mauvaise compréhension)	0
Insuffisante	Retrace seulement les orientations du CPS ou reprise des termes de référence sans détailler la consistance (Réflexion limitée)	de 1 à 4
Satisfaisante	Retrace les orientations du CPS en détaillant la consistance avec compréhension de l'ensemble des missions (Réflexion développée)	de 5 à 7
Bonne	Conforme aux termes du CPS, détaillant la consistance avec bonne compréhension de l'ensemble des missions et apportant une valeur ajoutée par rapport aux spécifications du CPS (Enrichissement ou nouvelles propositions pertinentes)	de 8 à 10

Critère 2 : qualité de l'équipe proposés (notée sur 40 points) :

Le critère C.2 examine le niveau de qualification de l'équipe proposée pour la réalisation de l'étude (Pièce "a" de l'offre technique). Elle portera sur le chef du projet et les autres membres de l'équipe.

C2.1 : Qualité et compétence du Chef du projet : 20 points

C.2.1.1 : Nature du diplôme (notée sur 10 points) :

Ingénieur, Master ou équivalent	10
Licence ou équivalent	6

C.2.1.2 : Expérience du chef de projet en terme de prestations réalisées en matière dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans le domaine de management d'événement

- Un point par année d'expérience (l'expérience doit être justifiée par des certificats légalisés). **(10 points max)**

► **C2.2 : Un cadre dans les domaines financiers et des montages des projets : 10 points**

C.2.2.1: Nature du diplôme (notée sur 05 points) :

Master ou équivalent	5
Licence ou équivalent	3

C.2.2.2 : Expérience du Cadre dans son rôle au sein de l'équipe (notée sur 05 points) :

Plus ou égale à 5 ans	5
Inférieur à 5 ans	2

► **C2.3 : Un cadre dans les domaines de graphisme, de publicité ou de presse : (10points)**

C.2.3.1: Nature du diplôme (notée sur 05 points) :

Master ou équivalent	5
Licence ou équivalent	3

C.2.2.2 : Expérience du Cadre dans son rôle au sein de l'équipe (Notée sur 05 points) :

Plus ou égale à 5 ans	5
Inferieur ou égale à 5 ans	2

C.3 : critère 3 : L'expérience du prestataire (notée sur 20 points) :

L'expérience du prestataire sera basée des marchés réalisés ayant une relation avec l'organisation des salons ou événement relatifs à l'économie sociale et solidaire. Cette expérience doit être justifiée par des attestations de références. La notation relative à ce critère sera réalisée comme suit :

Montant (DH TTC)	Nombre des attestations de références		
	2	3	4
Supérieur ou égal à 2 000 000.00 DH	10 points	15 points	20 points

Ne sont pas notées les références de montant inférieur à 2 000 000.00 DH ou ne répondant pas aux exigences susmentionnées.

La note (Nt) de l'offre technique de chaque concurrent est :

$$Nt = C.1.1 + C.1.2 + C.1.3 + C.2.1 + C.2.2 + C.2.3 + C3$$

N.B :

- **Tout concurrent dont la note Nt est strictement inférieure à 70/100 sera considéré ne remplissant pas les conditions requises pour réaliser ce marché et sera écarté.**
- **Les profils non justifiés au niveau de l'équipe ne seront pas pris en considération**

L'appréciation de l'offre financière

Conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du décret n° 2.12.349 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et de l'offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la moins disante.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de Soixante Quinze Jours (75 jours) à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du Règlement des Marchés précité, une préférence est accordée aux offres présentées par des concurrents nationaux.

Les montants des offres présentées par les concurrents étrangers seront majorés par un pourcentage de 15 %.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 14 ci-dessus, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les offres établies et présentées par les fournisseurs concurrents, ainsi que tous les documents correspondances, et pièces qu'elles sont appelées à présenter sont rédigées en langue française qui constitue la langue de travail acceptée.

L'ordonnateur

signature du concurrent
« Lu et accepté »


Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services
Abderrazzak MOUMNI
27 AOUT 2018